

Jean-Noël Jeanneney

# Les médias et la démocratie après quarante ans

Les grands ancêtres n'en doutaient pas, c'était le socle intangible de leur conviction : la presse libre s'imposait, avec l'éducation, comme l'un des deux piliers de la République et son essor serait parallèle à l'affirmation de la démocratie. Des divergences pouvaient bien diviser les gauches en leur sein quant au rôle caché de l'argent corrompeur, mais on ne doutait pas non plus de l'avantage primordial à en attendre pour un mieux-vivre ensemble, dans le long terme. Les débats parlementaires précédant la grande loi de 1881 portèrent cela avec une vigueur dans la conviction et une clarté dans l'expression qui demeurent des sources d'inspiration.

Voilà quarante ans, au temps où naissait *Le Débat*, nous étions encore, au fond, dans le même monde. Certes, entre-temps, la télévision avait surgi au côté de la radio rayonnante, mais ces deux sœurs étaient en passe, sous l'effet à la fois de l'évolution des esprits et des techniques, le monopole disparaissant, de se rapprocher du statut de la presse écrite et de sa situation dans

la nation. Par-delà toutes les divergences, on se réunissait à peu près autour d'une fidélité en acte aux trois principes de la devise nationale. Sans que tous en fissent explicitement profession, sans qu'aient disparu les cynismes, les tricheries, les mesquineries, les ambivalences, on se targuait, du côté des médias, souvent avec sincérité, de servir à part égale la liberté, l'égalité et la fraternité. La première comme enjeu, la seconde comme ressort, la troisième comme idéal. Au moment de considérer les bouleversements prodigieux que les nouvelles technologies ont commencé d'introduire dans ce champ, selon une révolution dont on voit bien qu'elle n'a eu d'équivalent que dans l'invention de l'imprimerie et qu'elle est grosse encore de tant de mutations futures, la réflexion s'organise spontanément à l'aune de ces trois aspirations.

Plusieurs facteurs, à vrai dire, les concernent ensemble. D'un côté, l'appel, qui devient obsessionnel, à la transparence, immédiate, complète, exigeant de tout connaître de toutes les vies,

---

Jean-Noël Jeanneney est ancien président de Radio France et de RFI, secrétaire d'État à la Communication, président de la Bibliothèque nationale de France. Il vient de publier *Virus ennemi. Discours de crise, histoire de guerres* (Gallimard, « Tracts », 2020).

---

publiques et privées, au premier chef celles des acteurs, supposés puissants, de la politique. De l'autre, la facilité de la manipulation des écrits, des images et des sons, selon un effet cumulatif – les moyens de savoir se multipliant en même temps que ceux d'en abuser. Ajoutons que jusqu'à présent, quelle que pût être la diversité des médias – leur public, leurs ambitions, leur niveau culturel, leurs partis pris –, l'émission des nouvelles et des commentaires provenait d'un nombre de points limités, identifiés, répertoriés et responsables, à partir desquels leurs propos étaient explicitement diffusés. Désormais, chacun peut constituer, en somme, son média à lui tout seul : d'où naît sur la Toile un embrouillamini parfaitement inédit et qui change complètement la donne. Le déclin du courrier des lecteurs dans les pages des quotidiens et des hebdomadaires peut être interprété comme une conséquence et un signe de cela : il n'en est plus besoin.

### *La Liberté*

D'emblée, un fait majeur : la libération des citoyens par rapport à l'empire de l'information immédiate. Naguère encore, le flux audiovisuel filait entre les oreilles et seules les coupures de la presse écrite pouvaient nourrir les services de documentation des journaux. L'information que les particuliers se constituaient parfois demeurait artisanale. L'offre des bibliothèques était contrainte. Or, tout a changé. L'accès aisé, en France, grâce à Gallica mis en ligne, d'une floraison de quotidiens du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours, symbolise et incarne ce progrès : cette richesse merveilleuse aurait semblé naguère encore inconcevable, inespérée. Toutes sortes d'autres institutions offrent des plateformes multiples. La différence de nature qui existait avec les livres rangés par chacun sur ses étagères et accessibles

au gré des curiosités et des fantaisies est dissoute par l'ordinateur. Quant aux archives sonores et visuelles, telles que préservées, chez nous, par l'Institut national de l'audiovisuel, elles ont vocation, ainsi que l'a voulu le législateur de 1992, à être aisément accessibles non seulement aux journalistes et aux producteurs, mais à tous et à chacun. De cela la recherche désintéressée fait son miel, l'abondance servant la promptitude. Plus important encore : qui est soucieux de replacer l'époque dans la durée, pour le meilleur du jugement civique, peut trouver là une provende magnifique. La profondeur de champ offerte désormais est sans pareille : elle seule, on le sait bien, parmi le bombardement des nouvelles, fonde la sagacité, la lucidité des lecteurs et de leurs serviteurs, les journalistes. Si ces derniers ne sont pas conscients de la diversité des temporalités superposées qui définissent chaque conjoncture, ils sont myopes et ils manquent à leur vocation sociale.

Quant à l'espace sur l'arrière-fond duquel les médias travaillent, il s'est formidablement dilaté. Alcide Jolivet disputant le câble à son concurrent anglais, dans un bureau de poste en Sibérie, pour décrire la bataille en cours entre les Russes et les Tartares – une scène du *Michel Strogoff* de Jules Verne – a basculé dans un passé antédiluvien. On disait déjà, naguère, la planète rétrécie par les câbles et par les ondes. Aujourd'hui, la liberté d'être informé (quand elle n'est pas bridée, tant bien que mal, par des tyrans) s'affiche, quelle que soit la distance géographique, en « temps réel », comme dit une formule au reste assez sottée.

Mais, du même coup, s'aggrave et devient lancinant le risque des échauffements irréflichés. Nous voici dès lors, au verso de la médaille, les témoins, parfois hagards, de défis inédits. On nous l'avait appris jadis, dès la classe primaire,

Jean-Noël Jeanneney  
Les médias et la démocratie  
après quarante ans

dans le cours de morale du lundi matin : la liberté ne va pas sans responsabilité, faute de quoi elle risque d'être étouffée par elle-même, comme une baleine échouée sur un rivage par son propre poids. Ici surgit la question – immense – de l'anonymat des intervenants. Les ravages, à un niveau inférieur, en avaient été discernés déjà par les résistants portant les réformes de la Libération, et ils avaient pourfendu l'usage des prête-noms et des faux-nez dans les journaux. L'effet concret de la législation qu'ils ont inspirée a été inégal, mais le principe en semblait intangible. Or, voici que dans l'univers de nos médias contemporains, il a volé en éclats. « Dague fumante », « fauve déchaîné », « cri d'orfraie » (j'invente) profitent d'une quasi-impunité dans l'injure. L'article 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 stipulant que la liberté « consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui » est violé de la sorte constamment par des gens qui se dérobent à toute mise en cause. Ces masques sont liberticides. Il faudra, tôt ou tard, affronter cela. On connaît trop le murmure de la résignation : on ne pourra jamais, sur la Toile universelle, brider les messages qui viennent d'au-delà des frontières. Eh bien, commençons donc par balayer devant notre porte, en France et en Europe ! Quel beau devoir pour des institutions de Bruxelles qui sortiraient décidément de la torpeur « libérale » de l'ère Barroso... La loi permet de poursuivre la diffamation exprimée oralement dans un lieu public. Comment se résigner à ce qu'elle s'arrête au seuil des ordinateurs ? On réclame la transparence ailleurs. Et ici ?

Rappelons-le sereinement, sans nous laisser intimider. Il n'existe jamais, y compris en démocratie, de liberté sans quelque censure. La limite varie selon les sensibilités collectives et selon les civilisations : on sait ce que le premier

amendement de la Constitution aux États-Unis laisse de latitude à la diffamation et aux faux les plus grossiers. Le contrôle social se déploie, là-bas, d'une autre façon. Cette censure, chez nous, s'est beaucoup exercée, au moins jusqu'à la guerre d'Algérie, du côté des interventions administratives : dangereux glissement, tentative de toujours. Le succès ne pourra venir que si l'on continue de préférer rigoureusement, comme nous l'ont enseigné les républicains de la haute époque, je veux dire ceux de 1881, le rôle des tribunaux plutôt que celui de l'administration. La Justice, même si elle connaît bien des défaillances, même si elle n'échappe pas à toutes les passions, constitue ici l'instrument démocratique par excellence. C'est en punissant sans faiblir des débordements – dans l'ordre de la sexualité criminelle, bien sûr, et du racisme, mais aussi de l'injure, de la diffamation et de l'intrusion dans la vie privée – et en se donnant les moyens concrets de trancher vite, par des circuits appropriés, que les juges assureront que partout ailleurs la liberté d'expression est assurée.

Cette liberté est le contraire exact du lynchage. Or, voici que celui-ci se répand sur la Toile. L'expression fait florès, légitimement, en forme de métaphore : lorsque, parmi la profusion des médias dispersés en poudre qui y prospèrent désormais, un mot d'ordre ou du panurgisme délétère viennent accabler un individu. Ajoutons sans hésiter que celui ou celle qui a choisi de se proposer au suffrage de ses compatriotes ne doit pas être moins protégé que les autres dans le champ de sa vie privée. Craignons sinon, pour la démocratie, une catastrophe politique et morale, parmi les ricanements de la dérision. La liberté peut mourir des dévergondages de sa caricature.

*L'Égalité*

Au premier regard, on est porté à se réjouir qu'il n'y ait plus de solution de continuité entre les émetteurs de l'information et les lecteurs, auditeurs, téléspectateurs, puisqu'ils peuvent désormais s'instituer en dispensateurs de nouvelles et de commentaires. Plus de « sachants », moins de surplomb, moins de connaissances assénées de haut en bas. De l'énergie civique, circulant dans tous les sens. Avec, sur les ordinateurs, les tablettes et les téléphones portables, une profusion d'informations mises à la disposition de tous. Cela concerne toute la culture. Ceux qu'intimidaient l'entrée dans une librairie ou l'austérité de tel ou tel quotidien pourraient y butiner à leur gré, selon leur curiosité spécifique, et être conduits vers des médias qui leur seraient, autrement, demeurés étrangers.

Soit – mais c'est trop facilement dit. Car tout dépend de l'étamine dont chacun a été antérieurement pourvu. Une génération qui a été formée dans les temps antérieurs sait ce qu'elle peut chercher sur la Toile, sans ivresse devant le trop-plein. Pour ceux et pour celles qui sont nés aux choses de l'esprit et du civisme avec Internet dans les mains, l'inégalité dans la capacité d'absorber l'information en sagesse risque de dominer plus pernicieusement encore qu'avant. Car le bombardement des données qui arrivent à la vacomme-je-te-pousse, mises bout à bout, sans classement ni hiérarchie, crée seulement l'illusion d'un savoir. Il favorise la lèpre du complotisme, fruit vénéneux de la prétention de tout connaître sur-le-champ – paradoxal aussi, puisqu'il consiste à imaginer à foison des synarchies devenues, depuis l'ombre, de plus en plus puissantes en surplomb et aptes à tirer les fils de nous autres gogos-marionnettes, au moment même où s'accroissent, au contraire, les moyens de les débusquer.

Le péril est celui de l'essor incontrôlé des passions mauvaises. La soif de plus d'égalité est un ressort pour une démocratie vivante, mais à la condition seulement que l'aspiration ne se dégrade pas en cette *invidia* dont les Anciens avaient déjà identifié les perversités mortifères. L'émergence des nouveaux médias conduit à reconsidérer à nouveaux frais le dialogue, aussi ancien que les Lumières et que la démocratie, entre la juste indignation devant l'intolérable des iniquités démesurées qui sapent le moral d'une nation (l'époque actuelle les voit pulluler) et les ravages de l'envie qui, pour le détester, mythifie l'Autre, ses modes de vie, ses avantages et ses prospérités.

Il devient ainsi difficile de considérer le scandale pour ce qu'il doit être : inquiétant par ce qu'il révèle, rassurant puisqu'il le fait. Les lanceurs d'alerte ramènent vers plus d'égalité ceux que la société fige dans le malheur et dans l'infériorité financière, sociale, culturelle. Les nouveaux médias sont à même de diffuser leurs messages à la vitesse de l'éclair. Oui, mais sans que le temps soit toujours donné de la prise en compte de tout ce qui peut en qualifier l'importance. Il manque trop souvent une analyse exogène – qui les a créés, selon quel hasard et selon quelle intention ? – et une analyse endogène, sur la portée de ce qu'elles montrent, sur la représentativité du fait exhumé.

Le défi est rude. Positivement, ces dénonciateurs sont souvent au service de la réparation de divers méfaits, iniquités et autres crimes, y compris dans les cas d'abus, par des serviteurs de l'État, de leur droit d'exercer une « violence légitime ». Mais voici que l'aspiration à la transparence immédiate pose une question essentielle et qu'un péril se dessine : quand l'aspiration à l'égalité se dégrade en refus de tout système représentatif. Il s'agit de la forme nouvelle que

Jean-Noël Jeanneney  
Les médias et la démocratie  
après quarante ans

prend la tension, qui est de toujours, entre la nécessité, d'une part, d'un certain secret consenti, au moins pour un temps, à des élus pour gouverner et, d'autre part, non moins indispensable, la vigilance de la presse pour débusquer, à côté des tribunaux, les turpitudes éventuelles de ces dirigeants.

### *La Fraternité*

Le mot a émergé dans l'histoire de la France et dans la devise nationale lors de la révolution de 1848. Il évoque une unité minimale entre les classes, les groupes, les territoires. Dans quel cadre s'exercera-t-elle désormais, à quel niveau, avec la révolution numérique ?

On ne saurait trop insister sur le déclin de la capacité de rassemblement national qu'impliquaient les médias anciens. À côté de la presse de combat, souvent si violente, les grands journaux populaires de l'âge d'or, avant 1914, connaissaient des tirages unificateurs. Dans la seconde moitié du *xx*<sup>e</sup> siècle, *France Soir* a encore signifié cela. Au cours des années 1960, au temps d'une chaîne de télévision unique, on partageait, le lendemain, dans les entreprises, dans les ateliers, dans les administrations, dans les écoles, des commentaires qui étaient unificateurs dans leur diversité même. En février 1976 encore, lorsque le présentateur Roger Gicquel, sur la première chaîne, à l'occasion du crime de Patrick Henry, disait tout de go sur le ton d'une extrême gravité : « La France a peur », le propos était à la fois absurde et autoréalisateur. La fraternité n'y gagnait peut-être pas grand-chose, mais la collectivité, à force de frissonner, se rassemblait.

Certes, les journaux honoraient ou flattaient leur clientèle, en en rassemblant autour d'eux le cercle – dont les frontières étaient poreuses. Les

publications régionales incarnaient et entretenaient, quelle que fût la virulence des affrontements partisans, les sensibilités partagées des territoires, des « pays ». La géographie imposait ses proximités, entretenait, en dépit de tout et même de la lutte des classes, un sentiment d'appartenance partagée. À présent, les intervenants électroniques tendent à parler seulement à leur clan, à leur tribu, à leur secte. C'était vrai déjà, fréquemment, pour leurs prédécesseurs, mais l'intensité neuve est prodigieuse. La complicité « virale » de ces nouveaux médias fracture les solidarités héritées et, en même temps, rassemble les connivences, selon des violences inédites. Au risque d'une « archipélisation » de la société, pour reprendre la formule, qui a fait mouche récemment, de Jérôme Fourquet.

Les nouveaux médias contribuent à faire bondir du local à l'universel, par-delà le niveau du national. Voyez comme la langue même, puissant levier pour l'unité de la France, est entamée dans son génie et dans sa pratique. Parmi de lâches abandons chez diverses élites ? Certes. Mais cela n'explique pas tout. L'abbé Grégoire, en 1794, prêchait l'usage du français contre les patois parce qu'il y voyait le moyen de permettre à tous d'accéder aux grands emplois, par conséquent d'ouvrir au peuple l'accès aux fonctions d'importance. Il devrait en être toujours de même.

La fraternité est menacée par la haine que servent et nourrissent les nouveaux médias. Rien là qu'il faille négliger comme faribole. Rien de plus sérieux. Robert Badinter exprimait récemment, après les émeutes des Gilets jaunes, son chagrin, son indignation d'avoir vu la tête d'Emmanuel Macron, en chiffon ou en carton, promenée au sommet d'une pique. Il est vrai que ce symbole dit assez que cette détestation n'est pas d'aujourd'hui, pas plus que les luttes de

classes. Lors de la grande Révolution, elle débordait, portée par les feuilles déchainées et polémique face à face. *Le Père Duchesne* prospérait. Les *Souvenirs* de Tocqueville rapportent à propos de 1848, contre tout espoir de fraternité, la violence d'affrontements qui lui paraissaient plus que prévisibles : souhaitables, en somme, après quelques semaines d'illusion et de journaux débridés. D'où naquirent les sanglantes journées de Juin. Les années 1930 ont connu, dans la presse d'extrême-droite, des déferlements de haine qui laissent encore pantois le lecteur d'aujourd'hui.

Il n'empêche. La différence que portent les médias neufs de la Toile, quand ils diffusent des cris d'une violence similaire, tient moins à une tonalité qu'à un processus de diffusion, à son immédiateté, à sa manière neuve de toucher sans désemparer tous ceux qui sont accessibles à cette séduction malsaine. Léon Blum fut attaqué et blessé, boulevard Saint-Germain, lors des obsèques de Jacques Bainville, par les Camelots du roi, en février 1936, parce qu'il fut aussitôt reconnu dans sa voiture, mais cette rencontre fut de hasard. À présent, les informations les plus personnelles se diffusent et se généralisent selon une promptitude extrême, images à l'appui, aux dépens de tous les acteurs qui peuvent continuer de souhaiter, dans ce climat, et malgré tant de risques de hargne délétère, tenir un rôle politique. D'où naît le lourd danger que beaucoup d'ardeurs et de talents se détournent du désir d'entrer dans l'arène.



Une conviction se dégage, en face de ces bouleversements. Elle concerne le rôle des médias installés dans un rôle d'autorité intellectuelle et morale du côté de la presse et de la radio

– de la télévision aussi, pourquoi pas ? Qu'ils doivent s'adapter à la diffusion numérique, la question n'est plus là : à bon escient ils le font quasiment tous, plus ou moins bien. Il s'agit d'autre chose : de leur capacité à s'assurer assez de prospérité pour continuer de fournir des informations que l'on ne trouvera pas ailleurs, ni en qualité ni en quantité. Qu'ils ne cherchent donc pas leur survie et leur gloire dans le grand nombre des lecteurs à tout prix, tout au moins à court terme. *She Stoops to Conquer*, « elle s'abaisse pour conquérir » : le titre de la célèbre comédie de Goldsmith incarne le pire d'une tentation. Le redressement en cours du *New York Times* constitue, en sens inverse, le meilleur des encouragements. « Écoutez ma différence » : le vieux slogan de Radio France, qui demeure un joyau, garde sa validité. Ce sera le meilleur chemin, au surplus, pour combattre la plus redoutable des évolutions : l'impopularité angoissante des journalistes.

Dans ce climat de fracturation, une question taraudante pour les acteurs et, en somme, pour tous les citoyens est celle du rôle des médias anciens et de leur nouvel équilibre. La plupart des survivants l'ont compris, de force, après divers tâtonnements : s'il leur faut être présents en ligne, le plus efficacement possible, ils doivent maintenir une combinatoire, qui leur est vitale, entre le papier et le numérique, entre publicité et abonnements – ceux-ci incarnant une fidélité qui peut, seule, fonder leur influence.

Ils ne retrouveront pas leurs tirages antérieurs. Rue Saint-Guillaume, à Paris, devant Sciences Po, les piles impressionnantes du *Monde*, en début d'après-midi, ne se verront plus jamais. Mais l'unité d'un pays solidaire peut résister à la formidable pression des forces de dissociation, aux antagonismes intestins qui menacent de se dégrader jusque dans le sang.

Jean-Noël Jeanneney  
Les médias et la démocratie  
après quarante ans

À condition que les médias, dont l'autorité est fondée sur l'ampleur internationale des curiosités et sur la qualité des analyses, gardent confiance en eux-mêmes et en leur capacité d'influence, dans tout le corps social, par fidélité à l'ambition d'une rigueur préservée. Ce qui n'exige pas qu'ils renoncent, chacun à sa place, à leur allégeance à telle ou telle culture politique, mais ce qui suppose un effort obstiné pour préserver quelques règles anciennes et éternelles du journalisme que le tsunami qu'ils affrontent ne pourra jamais frapper d'obsolescence.

Au demeurant, ils ne gagneront pas seuls cette bataille démocratique. Voici que l'on retrouve l'entrelacs intime, cher à la III<sup>e</sup> République commençante, entre l'information et l'éducation républicaine. Pour les serviteurs de celle-ci, la rivalité de la Toile est plus grave, mais elle peut être aussi plus stimulante encore que celle de la télévision. Bien des maîtres avaient compris, souvent un peu tard, à partir des années 1970, leur devoir d'initier les enfants et les adolescents qu'ils avaient la charge de former à un regard critique sur le petit écran pour se l'approprier comme richesse et non comme un instrument pervers destiné à hébéter leur intelligence.

Les nouvelles technologies de l'information exigent plus impérieusement cet effort. Avec, en définitive, pour finalité essentielle une réduction de l'inégalité meurtrière entre les citoyens qu'enrichit un esprit critique devant tous les poisons d'Internet et, d'autre part, ceux que l'on aura abandonnés à la naïveté de l'ignorance et au ravage des passions fratricides.

J'affronterai, pour finir, le risque d'être taxé de corporatisme en inscrivant en haut du tableau les vertus de la culture historique : le devoir, sans jamais renoncer à la stimulation, indéfiniment réitérée, que créent l'immédiat et l'inattendu, à lisser toujours la courbe de l'actualité obsédante, à partir d'une culture générale, d'une connaissance des précédents et des forces profondes. Cet impératif absolu touche de plein fouet les journalistes : il faudra scruter les programmes de leurs écoles. Ne refusons jamais de croire à l'osmose du meilleur. Utopie ? On a peut-être le droit de clore une analyse inquiète en refusant satisfaction aux esprits chagrins qui s'abandonnent à la fatalité d'une décadence de la démocratie.

*Jean-Noël Jeanneney.*